

Von Gott bewegt. Den Menschen verpflichtet.  
Animés par Dieu. Engagés pour les humains.



Reformierte Kirchen  
Bern-Jura-Solothurn  
Eglises réformées  
Berne-Jura-Soleure

## Descriptions détaillées des projets de la collecte de Noël 2024

### Contribuer à la création de lieux garantissant une qualité de vie pour les femmes et les familles

En Asie et en Suisse

#### 1. Description du projet à l'étranger: Projet de Mission 21 « Aide aux femmes victimes de violence en Asie » ; projet n° 225-1008

##### Contexte général

Dans un contexte patriarcal généralisé, comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Asie, les femmes sont particulièrement vulnérables, car elles sont subordonnées à leur mari, y compris sur le plan civil. Le mari est considéré comme le chef de famille avec des pouvoirs de contrôle et de domination étendus. Le droit indonésien et malaisien rend coupable le conjoint qui quitte le foyer familial en premier, discriminant ainsi les femmes qui partent avec leurs enfants parce qu'elles ont subi des violences domestiques. En Indonésie et en Malaisie, les normes culturelles traditionnelles marquées par la pauvreté conduisent en outre toujours au mariage de filles mineures, ce qui peut être considéré comme une forme structurelle de violence. En Indonésie, environ 1,4 million de femmes ont moins de 18 ans au moment de leur mariage chaque année, les mariages étant souvent arrangés par les chefs de famille et la volonté des jeunes femmes concernées n'étant pas respectée.

Pour améliorer leur situation économique, de nombreux Indonésiens et Indonésiennes cherchent un emploi à l'étranger ou sont même contraints par leur famille de gagner de l'argent en tant que travailleurs migrants et travailleuses migrantes. Un grand nombre d'entre eux sont victimes de la traite des êtres humains. Plus de 9 millions de personnes d'origine indonésienne travaillent à l'étranger.

75% d'entre elles sont des femmes, dont la majorité est employée comme domestiques ou personnel soignant. Dans la région de Hong Kong où se déroule le projet, les quelque 380000 employées et employés de maison étrangers travaillent pour la plupart dans de très mauvaises conditions, et plus de 40% d'entre eux sont originaires d'Indonésie. Le manque d'éducation aggrave particulièrement la situation des travailleuses migrantes. Peu d'entre elles connaissent leurs droits et peuvent se défendre ou demander de l'aide en cas de problèmes liés aux abus, à l'exploitation sexuelle ou à l'insalubrité de leur lieu de travail. La Malaisie est devenue l'une des destinations préférées des travailleurs migrants et travailleuses migrantes non qualifiées. Un grand nombre d'entre eux entrent dans le pays sans papiers. Dans la province de Sabah en Malaisie, on compte 800000 apatrides, ce qui pose des problèmes complexes. La loi sur l'éducation de 1996 (loi 550) interdit aux enfants de personnes immigrées irrégulières sans

papiers de fréquenter les écoles publiques. Ce refus d'éducation empêche ces enfants d'avoir un meilleur avenir.

### **Activités**

Des mesures de prévention, telles que le développement des compétences des responsables de paroisse, des éducateurs et éducatrices, des militantes et militants, ainsi que des campagnes de sensibilisation du public sur les thèmes suivants: les normes de genre et les relations de pouvoir, la sécurité et la protection physiques, le cadre juridique et l'accès à la justice, l'accès sécurisé aux besoins de base, l'égalité des chances économiques, scolaires et sociales.

Soutien direct aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, incluant des mesures de soutien axées sur la santé physique, la santé mentale et psychosociale, l'aide juridique et la protection physique, l'autonomisation socio-économique, la scolarisation des enfants de personnes migrantes en situation irrégulière.

Dans la province de Sabah en Malaisie, l'exploitation de centres d'apprentissage gérés par l'Église: plateforme régionale annuelle sur le thème de la migration sûre et équitable pour l'apprentissage mutuel, la mise en réseau avec les autorités et d'autres acteurs et actrices, ainsi que la planification d'actions et de campagnes communes pour une meilleure coordination régionale et un accompagnement transnational des victimes.

### **Durabilité des projets**

L'appropriation locale des projets étant un élément central pour Mission 21, tous les projets sont mis en œuvre par le biais d'organisations partenaires locales établies, avec lesquelles des coopérations de longue date existent. Les organisations partenaires de Mission 21 sont encouragées à financer elles-mêmes au moins 30 à 40% de leurs projets, y compris avec la participation des groupes cibles, car cela réduit leur dépendance vis-à-vis de Mission 21. Toutes les offres sont ouvertes à l'ensemble des groupes de population, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique et de leurs opinions politiques.

### **Organisations partenaires**

L'Église chrétienne de Bâle en Malaisie BCCM, la Conférence chrétienne d'Asie CCA, l'Église évangélique réformée de Kalimantan GKE, l'Église évangélique réformée de la Sonde GKP, l'Église protestante évangélique du Timor GMIT, le Réseau des femmes théologiennes en Indonésie PERUATI, la Fédération des Églises protestantes d'Indonésie PGI, l'Action chrétienne CA.

### **Avancement du projet**

Dans le domaine du soutien direct aux victimes de violences sexuelles, et basées sur le genre, y compris de la traite des êtres humains, nos organisations partenaires ont pris en charge au total 238 personnes (principalement des femmes). L'augmentation du nombre de victimes soutenues par rapport aux années précédentes montre que la violence basée sur le genre fait l'objet d'une prise de conscience croissante et que davantage de personnes font appel à des services de soutien. Des mesures de réinsertion et génératrices de revenus ont permis à certaines de ces personnes de poursuivre leurs études ou de créer leur propre entreprise.

Pour les personnes délinquantes, la GKP propose désormais des cours de réhabilitation dans son refuge pour femmes «Pasundan Durebang» à Bandung afin d'encourager un changement de comportement à long terme. Le centre de protection «Maison de l'espoir» de la GMIT à Kupang a soutenu les familles de 83 travailleurs et travailleuses migrantes décédées à l'étranger, un triste record de décès.

Dans sa zone d'intervention, la GMIT a mis en place des équipes de soutien et de prévention pour les victimes de violences sexuelles et de la traite des êtres humains dans dix paroisses. Dans l'ouest de Java, en collaboration avec l'organisation de la société civile musulmane Sapa Institute, la GKP a pu établir un contact avec l'Union islamique d'Indonésie, qui comprend également des groupes fondamentalistes. Cela lui a permis d'étendre ses activités d'éducation et de sensibilisation sur la violence liée au genre.

Dans le domaine de la prévention, un travail structurel a été mené pour modifier les rôles et relations entre les sexes en faveur d'une cohabitation moins violente. Près de 3965 personnes (environ un tiers d'hommes et deux tiers de femmes ainsi que cinq personnes issues de la communauté LGBTIQ+) ont participé à des mesures de sensibilisation. 3139 personnes ont assisté à des séances d'information publiques, des séminaires, des campagnes et des tables rondes. Les initiatives de renforcement des capacités, y compris les formations, les cours et les ateliers, ont été suivies par 651 personnes, principalement des femmes.

Les activités de plaidoyer dans les milieux politiques et ecclésiaux ont permis d'atteindre directement 494 personnes. Plusieurs organisations partenaires mettent aujourd'hui en œuvre un code de conduite pour la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels (PSEAH) et encouragent, par le biais de mesures, l'égalité entre hommes et femmes dans les postes à responsabilité, avec succès: trois des cinq Églises partenaires du projet sont actuellement dirigées par des femmes, dont la GKE, qui couvre un territoire très vaste (presque tout Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo). Des travailleurs et travailleuses migrantes indonésiennes à Hong Kong ont été sensibilisées à l'égalité des sexes par l'Action chrétienne et sont désormais capables de mieux exercer leurs droits.

La nouvelle loi sur la criminalisation de la violence sexuelle en Indonésie, promulguée en 2022, a été obtenue notamment grâce au travail de lobbying inlassable de nos organisations partenaires GKP, PERUATI et PGI et à leur intense travail de mise en réseau interreligieux. En outre, un projet de loi a été déposé dans l'ouest de Java, qui prévoit la création de services intégrés pour les femmes, les enfants et les travailleurs et travailleuses migrantes.

À Sabah, en Malaisie, 746 enfants de travailleurs et travailleuses migrantes indonésiennes illégales, exclus des écoles publiques en raison de l'absence de droit de séjour de leurs parents, ont suivi des cours dans les cinq centres d'apprentissage communautaires de la BCCM. 42 nouvelles personnes enseignantes ont été formées. 67 personnes, dont des enseignantes et enseignants et des membres du personnel d'établissements de formation de Bandung et des environs, ont suivi des formations pour apprendre à prévenir les violences sexuelles dans les écoles, ainsi que 60 élèves du primaire et du secondaire.

## **Deux perspectives**

La nouvelle phase du programme prévoit l'intégration systématique dans tous les projets de l'ensemble des programmes de **bourses d'études** ciblées pour les filles et les jeunes femmes socialement défavorisées et menacées de violence, afin de lutter contre les mariages précoces.

L'Église partenaire GKE prévoit désormais de mettre en place un projet similaire à celui de la GKP, avec un **centre d'hébergement pour femmes** à Palangkaraya (Kalimantan central) et un centre de conseil dans les villages. Les bases de ce projet existent déjà. Il s'agit maintenant de les réunir de manière ciblée. L'expérience et les compétences d'autres partenaires, comme la GKP à Bandung ou la GMIT à Kupang, sont essentielles à cet égard.

## **Apprentissage, innovation et approche des programmes**

Mission 21 ne travaille pas de manière monothématique. Ses programmes obéissent au contraire à une approche globale. Dans la même région (Indonésie, Malaisie et Hong Kong),

Mission 21 soutient d'autres projets dans les domaines du renforcement des capacités pour la bonne gouvernance, de la réduction des risques de catastrophes, de la sécurisation des moyens de subsistance, du travail interreligieux en faveur de la paix et de la formation théologique pour le changement social, qui complètent les activités du projet en cours. Bon nombre des organisations partenaires impliquées ici sont également actives dans d'autres projets mentionnés. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines sont au cœur de tous ces projets. Les différents partenaires s'associent et développent ces projets ensemble.

### **Finances**

Le budget total de Mission 21 dans le domaine de l'aide aux femmes victimes de violence en Asie du Sud-Est pour l'année 2024 s'élève à 307865 francs. Le programme présente un déficit de financement de 145397 francs.

## **2. Description du projet en Suisse: Fondation d'aide aux familles**

### **Contexte**

La pauvreté des familles dans le canton de Berne est une réalité. Le taux de pauvreté (selon le concept absolu) des familles dans le canton de Berne est d'environ 7,6%. Le niveau de pauvreté dépend principalement de la structure familiale. C'est dans les familles monoparentales que la pauvreté est la plus élevée.

La conciliation de la vie familiale, de la garde des enfants et de la vie professionnelle a un impact considérable sur le risque d'être touché par la pauvreté. Les familles monoparentales et les familles avec des enfants en bas âge sont plus souvent touchées par la pauvreté. Les familles nombreuses présentent également un risque de pauvreté plus élevé.

L'augmentation du coût de la vie, en particulier des loyers et des primes d'assurance maladie, pèse lourdement sur les plus bas revenus. Le décile le plus pauvre de la population consacre 82% de son revenu à la couverture des besoins de base.

Les familles monoparentales et les familles issues de l'immigration sont particulièrement touchées. Souvent, elles ne sont pas suffisamment formées, ont une maîtrise limitée de la langue et, malgré leur travail, elles ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins. Des dépenses imprévues telles qu'un camp scolaire, des achats nécessaires comme des meubles ou la quote-part de la caisse maladie peuvent rapidement aggraver la situation financière des ménages et souvent, cela les entraîne dans la spirale de l'endettement. Des interventions parlementaires au Grand Conseil montrent que le thème de la pauvreté est de plus en plus perçu comme un sujet de société sérieux, y compris en politique (la dernière en date étant l'interpellation Leuenberger, PEV, 23.01.2024: «Aide sociale dans le canton de Berne: aux prises avec la pauvreté ou avec les gens touchés par la pauvreté? »).

### **Le travail de la Fondation d'aide aux familles**

L'objectif de la fondation est d'aider les familles socialement défavorisées et de soutenir celles qui sont en détresse et d'assurer leur existence. L'accent est mis sur le soutien individuel en cas de problèmes financiers ainsi que sur l'aide à l'auto-prise en charge. Sont soutenues les familles avec des enfants mineurs ou en formation qui, selon les directives de la CSIAS, doivent faire face à des problèmes et des défis existentiels.

Chaque année, la Fondation d'aide aux familles reçoit près de 200 demandes. Elle aide lorsque les bailleurs de fonds publics ou privés ne peuvent pas prendre en charge les coûts. Elle verse des contributions uniques pour des achats nécessaires et urgents ou des dépenses qui

dépassent le budget familial. Il peut s'agir de contributions aux formations initiales ou continues, aux dépenses de santé, aux traitements orthodontiques ou aux vacances. La fondation peut aider les enfants à développer leurs capacités en contribuant à la fréquentation de groupes de jeu et à la participation à des cours de musique ou de sport.

Les requérants sont des personnes issues de l'ensemble du territoire des Églises réformées Berne-Jura-Soleure, qu'elles soient de nationalité suisse ou issues de la migration. Les familles en situation de détresse financière reçoivent une aide directe et non bureaucratique. La Fondation d'aide aux familles fournit, en complément de l'aide sociale de l'État (dans le respect du principe de subsidiarité), un soutien non bureaucratique aux familles en difficulté financière et personnelle. Deux tiers des demandes sont déposées par des services sociaux ou des services de consultation ecclésiastiques, ce qui souligne la reconnaissance et l'utilité de la fondation dans le domaine social.

Parallèlement, on constate que, bien qu'il y ait un nombre croissant de demandes adressées à la fondation, nombre d'entre elles ne sont pas conformes aux statuts. La fondation joue ici un rôle de conseil et oriente les requérantes et requérants vers les bonnes adresses.

### **Budget:**

La Fondation d'aide aux familles a considérablement épuisé son capital (31.12.2023: CHF 127043) et cela fait longtemps qu'elle ne peut plus se financer moyennant les revenus de son capital, et encore moins dans un contexte de taux d'intérêt bas/négatifs. En somme, elle dépend donc des contributions institutionnelles et des dons individuels. Même avec ces contributions, les capitaux propres ne cesseront de diminuer (voir les déficits budgétaires prévus pour 2024 et 2025). On peut supposer que cette tendance va plutôt se renforcer si l'on tient compte de l'augmentation probable des besoins de soutien.

En raison du faible capital restant, la fondation donne la priorité à une gestion très économe des coûts structurels et d'exploitation. Sans le travail bénévole ou, par exemple, le renoncement aux jetons de présence, le travail de la fondation ne pourrait être réalisé de manière adéquate.

### **Informations sur les collectes, appel à la collecte de Noël 2024:**

[www.refbejuso.ch/fr/collectes](http://www.refbejuso.ch/fr/collectes)